

YUCEF YOUSFI À PROPOS DU PROJET DESERTEC : «Nous n'avons fait aucun choix»

Le ministre de l'Energie se veut catégorique : «Le gouvernement n'a pas à donner son feu vert ou son feu rouge pour le programme allemand de production de l'électricité solaire (Desertec). Nous n'avons fait aucun choix pour le moment et nous allons au fur et à mesure sélectionner nos partenaires selon les objectifs tracés dans notre stratégie. Mais commençons d'abord par exploiter et développer nos propres moyens.»

Mehdi Mehenni – Alger (Le Soir) – C'est aujourd'hui que sera soumis le plan de développement des énergies renouvelables au Conseil de gouvernement pour approbation. Selon les pré-

sions du ministre de l'Energie, Youcef Yousfi, qui s'exprimait hier sur les ondes de la Radio nationale, ce programme, qui s'étale sur 20 ans, comprend trois phases majeures et assurera 40%

de la production nationale en énergie. Il s'agit pour la première phase d'expérimenter, durant trois ans, toutes les techniques afin de cibler celles qui s'adaptent le mieux au climat et aux conditions locales, ainsi que la préparation du terrain pour la fabrication des équipements en Algérie et la mobilisation de la communauté scientifique pour maîtriser et développer davantage les technologies en la matière. Concernant la deuxième phase, elle consiste en la fabrication des infrastruc-

tures nécessaires pour les équipements avant le lancement à grande échelle du programme à travers le territoire national, qui sera la troisième phase. Le ministre a parlé de 60 projets arrêtés pour le moment et à réaliser d'ici 2020. Ces projets, qui seront soumis au gouvernement pour étude, permettront, selon les précisions du ministre, d'atteindre une production d'électricité à partir des énergies renouvelables allant de 2 500 à 3 000 mégawatts (MW) en 2020. Si les conditions sont réunies, à savoir l'ouverture du marché européen et la participation des partenaires étrangers dans la production et le transport de l'électricité solaire, l'Algérie pourra selon lui, exporter 2 000 MW vers l'étranger en 2020 et 10 000 MW en 2030.

Concernant l'énergie éolienne, M. Yousfi a fait savoir qu'une étude vient d'être réalisée dans ce sens et que la première expérience sera accomplie dans le Sud, plus précisément à Adrar. «Nous allons construire dans un premier temps des centrales éoliennes à Adrar et élargir ensuite notre expérimenta-



Photo : DR

tion à travers le Sud algérien. Pour le Nord, c'est encore au stade de l'étude», a-t-il affirmé tout en soulignant que la priorité en matière d'approvisionnement sera donnée aux nouvelles villes, telles que Hassi Messaoud. S'agissant des partenaires étrangers, le ministre s'est montré prudent : «Nous allons d'abord commencer à travailler par nos propres moyens pour les développer.» Interrogé sur l'approbation par le gouvernement du programme allemand de production de l'électricité solaire (Desertec), qu'on avançait

jusque-là comme le partenaire retenu, Yousfi n'y est pas allé par trente-six chemins pour dire que «le gouvernement n'a pas à donner son feu vert ou son feu rouge. Nous avons tracé notre programme et nous allons travailler aussi bien avec les Français (Transgreen), les Allemands (Desertec) qu'avec d'autres organismes, selon nos besoins et la volonté des partenaires qui veulent s'inscrire dans notre démarche. Mais pour l'instant, nous n'avons encore opté pour aucun choix».

M. M.

ÉPUISEMENT DES RÉSERVES PÉTROLIÈRES DE L'ALGÉRIE EN 2020

Yousfi contredit les analystes

Intervenant hier sur les ondes de la Radio nationale, le ministre de l'Energie et des Mines a précisé que l'Algérie dispose encore d'énormes potentialités en matière de réserves pétrolières appelées à accroître à la faveur d'un vaste programme d'exploration qui sera prochainement lancé.

Ces déclarations contredisent ainsi les analyses de certains spécialistes qui prédisent l'épuisement des réserves algériennes en la matière en 2020. «Nous avons déjà fait 29 découvertes d'hydrocarbures en 2010 et nous comptons augmenter l'exploration de plus de 40% en 2011», a-t-il argumenté.

S'agissant de la manne financière générée par les hydrocarbures, le ministre a fait savoir que l'Algérie a clôturé l'année 2010 avec une recette de l'ordre de 55,7 milliards de dollars, soit une augmentation de 25% par rapport à 2009. S'exprimant sur la baisse de la production des hydrocarbures en 2010 (220 millions de tonnes équivalent pétrole) par rapport à 2009 (222,5 Tep), Youssef Yousfi a tenu à préciser qu'il prend en compte la valeur des exportations et non pas les volumes exportés. «Il s'agit d'un tassement et non pas d'une régression de la production», a-t-il insisté.

M. M.

ÉDUCATION

La lecture évaluée à partir de l'année prochaine

La lecture sera désormais, à partir de la prochaine rentrée, une matière essentielle dans l'évaluation trimestrielle des élèves. Tous les paliers seront concernés, a souligné le ministre de l'Education nationale. Une commission a été installée pour définir les modalités d'application de la nouvelle stratégie de lecture dans les programmes. Les résultats sont attendus pour le mois de mars prochain.

Salima Akkouche – Alger (Le Soir) – La lecture fera son entrée à l'école à partir de la prochaine rentrée. Les élèves des trois cycles devront, désormais, apprendre à bien lire, puisque la note obtenue dans cette matière entrera dans leur évaluation trimestrielle.

C'est ce qu'a annoncé le ministre de l'Education nationale, M. Benbouzid, ce dimanche. Selon lui cette démarche, inscrite dans la réforme scolaire, devra permettre l'amélioration du niveau scolaire et culturel des élèves. «Dans le cycle primaire, chaque élève est tenu de lire quatre livres par année scolaire. Quant aux paliers moyen et secondaire, ce processus évoluera vers une sélection d'ouvrages

littéraires à partir d'un éventail d'auteurs proposés», précise-t-on du côté du département de Benbouzid. Cependant, le ministère n'a pas donné de détails sur le contenu pédagogique ni sur la manière dont la lecture sera enseignée. Une commission mixte regroupant des représentants des ministères de l'Education nationale et de la Culture a été installée. Elle sera chargée de la mise en place des modalités d'application de la nouvelle stratégie de lecture dans les programmes. Elle a jusqu'au 31 mars prochain pour achever ses travaux et remettre son rapport. «Ce n'est qu'à partir de cette date que les modalités d'enseignement de cette



Photo : Samir Sid

matière seront connues», a indiqué le responsable de l'information du ministère de l'Education. Cependant, M. Benbouzid, qui est déjà intervenu sur les ondes de la Radio nationale Chaîne III, a souligné qu'en matière d'ouvrages, la priorité sera donnée à la littérature algérienne.

Le ministère de l'Education nationale a, souligne-t-on, dégagé une

enveloppe de près de 300 000 DA pour chaque établissement scolaire afin de doter les bibliothèques scolaires en livres nécessaires à l'enseignement de la lecture. «La réhabilitation de cette matière devra donner un nouveau souffle à la politique de la réforme scolaire, qui se dirige maintenant vers l'aspect qualitatif», a-t-on encore souligné.

S. A.

YUCEF YOUSFI À PROPOS DU POTENTIEL MINIER EN URANIUM : «L'Algérie en a suffisamment pour alimenter ses futures centrales nucléaires»

Interrogé sur l'élargissement de l'exploitation du domaine minier en matière d'uranium dans l'avenir, le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, a fait savoir que les choses sont encore au stade de l'exploration. «Nous sommes encore au stade de la prospection pour situer nos potentialités en matière d'uranium. Par contre, nous savons déjà que nous en avons suffisamment pour alimenter nos centrales nucléaires dans le futur», note-t-il. Le ministre a souligné, à cet effet, que les possibilités de construction de centrales nucléaires sont actuellement à l'étude, un projet qui pourra prendre une douzaine d'années avant d'acquiescer la première centrale nucléaire algérienne. Par ailleurs, le ministre a annoncé la mise en place d'un plan de renforcement de l'exploration des mines d'or et que le gouvernement a décidé d'octroyer, en 2011, une enveloppe budgétaire de l'ordre de 800 millions de dinars à l'organisme de recherche géologique et minière, afin d'apporter plus de dynamique dans le secteur.

M. M.